

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE: JEUDI 21 JUIN 2012

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio +20) s'est poursuivie jeudi 21 Juin 2012, à Rio de Janeiro, au Brésil. Quatre-vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement et ministres se sont adressés à la plénière de Rio +20, jeudi. Les participants de haut niveau devaient également participer à deux tables rondes. Par ailleurs, le Forum des partenariats de Rio +20 s'est ouvert, SD-Learning à Rio +20 s'est poursuivie, de nombreuses manifestations ont été organisées et plusieurs autres événements ont eu lieu un peu partout à Rio de Janeiro, au Brésil.

LA PLÉNIÈRE

A 18h35, 48 orateurs avaient pris la parole. Trente-et-un chefs d'Etat et de gouvernement représentaient respectivement les pays suivants: la Guyane, la Principauté de Monaco, la Colombie, la Bolivie, l'Équateur, la Micronésie, le Gabon, Haïti, la Bulgarie, l'Indonésie, le Turkménistan, le Cap-Vert, Cuba, le Monténégro, le Portugal, la Norvège, la Jamaïque, Grenade, la Fédération de Russie, le Maroc, Qatar, les îles Salomon, l'Afrique du Sud, la Zambie, le Nigeria, les Comores, les Îles Marshall, Madagascar, la République dominicaine, l'Inde et le Liban. Les vice-présidents représentaient respectivement les cinq pays suivants: les Seychelles, la Tanzanie, le Myanmar, le Burundi et le Venezuela. Les ministres représentaient respectivement les 12 pays suivants: la Gambie, le Honduras, l'Estonie, la Slovaquie, l'île Maurice, la Finlande, le Pakistan, l'Albanie, le Cameroun, le Salvador, la Palestine et l'Égypte. Cette section présente quelques-uns des sujets abordés et des engagements pris.

Donald Rabindranauth Ramotar, président de la Guyane, a souligné que la Guyane s'est fixé 2017 pour atteindre son objectif en matière de réduction des émissions de carbone. Le Prince Albert II, chef d'Etat, Monaco, a souligné l'engagement pris par Monaco en 2008, de devenir un pays neutre en carbone, et a parlé des effets du changement climatique sur la santé humaine et de l'impact de la surexploitation des océans sur la sécurité alimentaire.

Juan Manuel Santos Calderón, président de la Colombie, a présenté les mesures nationales mises en place dans les domaines de la gestion des eaux, de l'exploitation minière et de la lutte contre la déforestation, soulignant que les ODD rendront possible la détermination à la fois des besoins et des opportunités. Evo Morales Ayma, Président de la Bolivie, a encouragé les pays à nationaliser les ressources naturelles, a qualifié l'écologie de nouvelle forme de colonialisme, a soutenu que l'économie verte allait mener à une marchandisation des sources naturelles de la vie, d'une manière qui risquait d'imposer une charge injuste aux pays du Sud, et a proposé un passage à un modèle de développement fondé sur "l'humanisme".

Rafael Correa, président, de l'Équateur, a expliqué le sens du principe des responsabilités communes mais différenciées, a déploré le manque de volonté politique et a souligné la nécessité: de parler de "sauvetage de l'environnement" comme étant un complément au "sauvetage des banques"; de reconnaître la nature non comme un objet mais comme un sujet; d'utiliser des incitations pour la protection de l'environnement; et de modifier la notion de développement.

Rosen Plevneliev, président de la Bulgarie, a souligné que la Bulgarie était le seul pays européen à augmenter sa cote de crédit durant la crise financière. Susilo Bambang Yudhoyono, président de l'Indonésie, a parlé des engagements pris par son pays en matière de réduction d'émissions, de lutte contre la déforestation et d'appui à l'Initiative régionale du Triangle du récif corallien, lancée en 2007 avec les pays voisins. Gurbanguly Berdimuhamedov, président du Turkménistan, a proposé l'ouverture d'un dialogue interrégional sur l'énergie, sous l'égide de l'ONU, et la fourniture d'efforts accrus pour la gestion des mers Caspienne et d'Aral. Il a offert de fournir l'infrastructure nécessaire au projet de centre interrégional pour les questions de changement climatique.

Raúl Castro Ruz, président de Cuba, a souligné la nécessité: de s'orienter vers le désarmement, de bâtir des sociétés fondées sur la justice sociale et d'assurer un développement durable, en particulier pour les pays du Sud. Mohamed Gharib Bilal, vice-président de la Tanzanie, a déclaré que son pays s'est engagé à mettre l'accent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, et à intensifier ses efforts pour relever les défis posés au secteur de l'énergie. Tillman Thomas, premier ministre de Grenade, a parlé de l'engagement de son pays à devenir un pays neutre en carbone d'ici 2030, aux fins de protéger au moins 20% de l'habitat marin et côtier, d'ici à 2020, et à commencer la construction d'un bâtiment écologique pour le Parlement, ajoutant que son secteur hôtelier s'est fixé un objectif de zéro émissions.

Dmitri Medvedev, premier ministre de la Fédération de Russie, a parlé de la volonté de son pays à participer activement à la CNUDD. Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al-Thani, premier ministre du Qatar, a souligné l'importance de l'Alliance mondiale des terres sèches, lancée plus tôt en 2012. Gordon Darcy Lilo, premier ministre des Îles Salomon, a souligné l'importance de s'assurer de la participation des PEID dans le processus de détermination des ODD.

Urmas Paet, ministre des Affaires étrangères de l'Estonie, a déclaré que le développement durable n'est possible que si tous les États reconnaissent et promeuvent les droits humains et la bonne gouvernance. Erkki Tuomioja, ministre des affaires étrangères de la Finlande, s'est félicité de l'adoption du cadre décennal pour la programmation de modes de consommation et de production durables (CDP) et a indiqué qu'un certain nombre d'instruments économiques verts ont été introduits en Finlande, y compris des impôts sur les activités polluantes de l'environnement.

Pierre Moukoko Mbonjo, ministre des affaires étrangères du Cameroun, a lu une déclaration du président Biya qui encourageait l'octroi à la Convention, une importance égale à celle dont bénéficient la CDB et la CCNUCC, et a appelé à la création d'une organisation internationale autonome pour l'environnement. Moustafa Hussein Kamel, ministre de l'environnement de l'Égypte, a souhaité voir le cadre et les critères devant régir les ODD, être déterminés dans un processus intergouvernemental ouvert et transparent, supervisé par l'AGNU, et à l'adoption de mécanismes clairs pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des engagements de Rio +20.

Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud, a déclaré que le renforcement du PNUE devrait tenir compte de caractéristiques telles qu'un mandat renforcé et des synergies renforcées entre les AME, et que l'Union africaine présentera des propositions concrètes à cet égard. Goodluck Jonathan, président du Nigeria,



a déclaré que l'économie verte est un programme pour la création d'emplois et qu'elle devrait être en mise en phase avec des objectifs nationaux clairs.

LES TABLES RONDES

Deux tables rondes ont été tenues pour l'examen du thème "Recherche de la voie à suivre dans la mise en œuvre des résultats attendus de la Conférence". Dans la matinée, Denzil L. Douglas, premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, et Maria Ignacia Benitez, ministre de l'environnement du Chili, ont coprésidé la table ronde. Parmi les suggestions avancées par les chefs d'Etat et de gouvernement et les ministres il y a lieu de citer la nécessité: de voir le document final être traduit en un processus opportun et axé sur des résultats concrets; de voir les ODD inclure des objectifs portant sur l'eau et l'assainissement, sur l'énergie et sur les domaines interdépendants de l'alimentation et l'eau potable; et de parvenir à une définition de l'économie verte, tenant compte des droits des pays en développement à déterminer leurs priorités nationales.

Ils ont également mis en exergue : la nécessité de concevoir des principes pour les ODD, y compris les propositions, qu'ils soient à la fois ambitieux et non normatifs, réalistes et inspirants, souples, mesurables, faciles à comprendre, universels, impliquant la participation de tous, notamment, du secteur privé, et englobant l'application du principe des responsabilités communes mais différenciées; le besoin d'élargir le Principe 10 de Rio, et son adoption par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; les petits Etats insulaires et l'économie bleue, y compris leur rôle dans les domaines de la conservation et des énergies renouvelables; les liens entre les OMD et ODD; les MMCE, et le CDP.

Un orateur a souligné que le Brésil a démontré force d'entraînement et leadership, et a apprécié le fait que les participants de haut niveau soient déjà en mesure de réfléchir à la façon dont l'accord sera mis en œuvre. De nombreux pays ont retracé leur expérience dans la mise en œuvre du développement durable, l'un d'eux, soulignant la valeur du modèle pilote 'Unité d'action des Nations Unies', et un autre appelant à la création de centres d'excellence. D'autres orateurs ont mis l'accent, entre autres sur : les forêts et les océans, la santé, l'énergie, et l'éducation.

Les chefs des organisations internationales ont mis en relief : la santé et le bien-être; les besoins des enfants en matière de nutrition et d'éducation; la croissance verte; et l'impact de la transition vers une économie verte, sur l'emploi, y compris le lien entre les politiques environnementales et sociales touchant au concept de la plate-forme de protection sociale. Un orateur a suggéré que chaque industrie doit élaborer ses propres objectifs de développement durable.

Les représentants des Grands groupes ont souligné : la nécessité de se concentrer sur les femmes dans l'agriculture et de veiller à ce que l'aide au développement fournisse les types de soutien dont les agriculteurs ont besoin; et la disponibilité inouïe de connaissances et, notamment, de données sur les impacts climatiques qui posent des risques pour l'humanité, et d'autres éléments critiques. Un autre orateur a décrit l'ère 'anthropocène' dans laquelle l'humanité est devenue la principale force géologique à l'échelle de la planète - connaissance qui n'était pas disponible en 1992 - et a parlé du lancement de l'initiative scientifique internationale 'Earth Future', un appel lancé par la science à une co-conception des connaissances avec les parties prenantes.

Les rapporteurs des Dialogues sur le développement durable ont mis l'accent sur les recommandations élaborées lors de cette manifestation dont, notamment : promouvoir des réformes fiscales qui encouragent la protection de l'environnement et protègent les pauvres; créer un impôt sur les transactions financières internationales; et élaborer des ODD qui seront partagés par tous les acteurs. Les recommandations relatives à la haute mer ont également été soulignées. Un orateur a suggéré que les 30 recommandations issues des dialogues soient attachées comme partie intégrante du dossier de Rio +20.

La séance de l'après-midi a été co-présidée par Dalia Grybauskaitė, présidente de la Lituanie, et Laura Chinchilla Miranda, présidente du Costa Rica. Catherine Gotani Hara, ministre de l'environnement du Malawi, a agi en tant que rapporteur.

Des orateurs ont souligné l'importance : d'une économie verte et solidaire, pour la réalisation du développement durable; du rôle du secteur privé, pour la stimulation et le financement de solutions innovantes vertes; de la prévention des risques de catastrophe; de la détermination des ODD à travers un processus transparent, inclusif et participatif; de l'évitement de l'emprunt de deux voies parallèles pour les OMD et les ODD; d'une reconnaissance des limites de la croissance; d'une voix forte des

autorités locales et régionales; d'un régime de droits fonciers sécurisé; et d'un apprentissage des modes de vie des peuples autochtones en matière de durabilité.

Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité : de financements et de ressources technologiques; d'un engagement plus fort en faveur du renforcement du CIDD; de la création d'emplois; d'une valorisation de la contribution des bénévoles; d'une confiance dans les institutions; et d'un soutien en faveur des PEID et d'autres pays en développement, en reconnaissance des torts historiques.

Le lauréat du prix Nobel et celui de l'Ainé ont souligné, respectivement, la nécessité d'une nouvelle histoire de l'anthropocène et de l'intégration des voix de plus larges groupes d'intérêts. Les entités des Nations Unies et les organisations internationales ont souligné la nécessité de l'accélération des objectifs sexospécifiques, de l'intégration de la valeur de la nature et de la dépendance humaine de ses ressources, dans le PIB, et d'un renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation de l'environnement. Les Grands groupes sociaux ont fait part de la colère et de la frustration de la société civile au sujet du projet de document final, la manière dont la petite pêche réduit la pauvreté et contribue à la durabilité, et l'absence du problème de l'exploitation minière opérée dans les fonds marins, dans le texte. Des buts, objectifs et initiatives spécifiques ont été mentionnés certains orateurs, y compris: les objectifs de biodiversité d'Aichi, y compris celui de l'établissement de zones de protection marines; des améliorations dans les systèmes de transport de masse; et des partenariats dans les domaines de l'eau salubre et de la gestion des déchets, pour les communautés les plus pauvres des villes.

Des orateurs ont, au sujet du processus, formulé les demandes suivantes : l'intégration des recommandations générées dans les Dialogues sur le développement durable, dans le rapport de la table ronde au sommet; la création d'un comité intergouvernemental comprenant des représentants de haut niveau de la société civile, pour le suivi des décisions de la conférence sur le renforcement du PNUE; et la tenue d'un sommet dans cinq ans, peut-être en marge de l'AGNU, pour examiner les progrès accomplis depuis Rio +20.

DANS LES COULOIRS

A la veille de la cérémonie de clôture de Rio +20, la focalisation de beaucoup, à Riocentro, est passée des propositions qu'ils avaient espérées, aux efforts qui seront nécessaires pour la mise en œuvre, dans les mois et années à venir. Et pour la toute première fois, la réunion de coordination quotidienne des Grands groupes sociaux a eu pour hôte, le Secrétaire général Ban Ki-moon, et chaque groupe a eu l'occasion de peser sur les sujets pour la promotion desquels il a œuvré tout au long de ces deux dernières années.

Dans les couloirs, certains ont exprimé leur frustration devant le manque d'empressement manifesté par les négociateurs au cours des derniers mois, et leur déception que le texte ait été fermé trois jours avant la fin de la conférence. D'autres ont estimé que la finalisation précoce du texte a fourni au reste de la conférence, une base stable pour une concentration sur la mise en œuvre, permettant aux chefs d'Etat de faire ce qu'ils font le mieux - annoncer des engagements et un réseau de nouveaux partenariats pour le développement. Par exemple, dans les 24 heures qui ont suivi la clôture du texte, les gouvernements du Brésil, du Danemark, de la France et de l'Afrique du Sud ont annoncé un nouveau groupe, "Les Amis de l'article 47", pour promouvoir la communication des données du secteur de l'entreprise sur la durabilité - appellation qui se réfère à l'engagement pertinent, dans le document final.

Les dirigeants ne sont pas tous autour de la table, cependant. Certains ont signalé qu'au sommet du G20, au Mexique, les débats sur la crise de la zone euro et d'autres questions économiques immédiates ont quelque peu éclipsé les questions à plus long terme qui sont en discussion ici. "Néanmoins", a déclaré un délégué, "l'impulsion politique du G20 peut servir à accélérer les processus onusiens". Et un vétéran d'une ONG a fait observer "qu'il est essentiel de ne pas considérer Rio +20, un document ... Rio 20 est un rassemblement de personnes, un catalyseur, qui peut susciter une conversion à l'action".

COMPTE-RENDU FINAL DU ENB: Le numéro final du Earth Negotiations Bulletin consacré à la synthèse et analyse de la CNUDD sera disponible en ligne dès le lundi 25 Juin 2012, à l'adresse: <http://www.iisd.ca/uncsd/rio20/enb/>

SUSTAINABLE DEVELOPMENT POLICY & PRACTICE: A knowledgebase of international sustainable development activities: <http://uncsd.iisd.org/>

POLITIQUE ET PRATIQUE DE DEVELOPPEMENT DURABLE : une base de données et connaissances sur les activités internationales dans le domaine du développement durable: <http://uncsd.iisd.org/>